Conseil d'Etat
14 DEC. 1953
Bureau coordination

ROYAUME DE BELGIQUE — KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 31 août 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "pris en exécution de la loi du 26 janvier 1951 relative à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale, modifiée par la loi du 28 mai 1953", a donné le 8 septembre 1953 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer de 31e Augustus 1953 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 26 Januari 1951 betreffende de vereenvoudiging der documenten waarvan het bijhouden door de sociale wetgeving opgelegd is, gewijzigd bij de wet van 28 Mei 1953", heeft de 8e September 1953 het volgend advies gegeven

A l'intitulé, il est inutile de faire mention de la loi du 28 mai 1953.

Il serait souhaitable de supprimer, dans le dispositif du projet, la référence à la même loi du 28 mai 1953, afin de remplacer d'une manière uniforme les dispositions des lois antérieures qui font l'objet des mesures de simplification.

Le Conseil d'Etat constate que les modifications à des mêmes lois font l'objet de plusieurs articles du projet et que ces articles paraissent se suivre sans ordre apparent; en réalité, l'ordre des articles du projet suit l'ordre des articles de la loi du 28 mai 1953. Cette méthode a été suivie dans l'arrêté royal du 16 février 1952 dans un but de simplification: elle permettait, au moyen d'un seul article, d'introduire une disposition identique dans le texte des diverses lois modifiées.

Dans le cas présent une pareille technique est impossible et le procédé ne se justifie pas. Il serait préférable de ne réserver qu'un seul article à chacune des lois à modifier et d'adopter pour ces articles l'ordre chronologique de ces lois. En conséquence:

- l'article 1er, qui serait relatif à la loi du 16 août 1887, grouperait les articles 1er, 6 et 14 du projet;
- l'article 2, relatif à la loi du 17 juillet 1905, grouperait les articles 2, 7 et 15;
- l'article 3, relatif à la loi du 18 juin 1930, contiendrait l'article 8;
- l'article 4, relatif à l'arrêté royal n°285 du 31 mars 1936, contiendrait l'article 10;

.../...

- l'article 5,relatif à la loi du 22 décembre 1936, grouperait les articles 4, 9 et 17;
- l'article 6,relatif à la loi du 16 mai 1938,contiendrait l'article 11;
- l'article 7,relatif à l'arrêté de coordination du 19 décembre 1939, grouperait les articles 3, 12 et 16;
- l'article 8, relatif à l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, contiendrait l'article 5;
- l'article 9, relatif à l'arrêté-loi du 25 février 1947, contiendrait l'article 13;
- l'article 10, relatif à l'arrêté de coordination du 9 mars 1951, contiendrait l'article 18.

\+

\+ \+

L'article 11 du projet remplace l'article 8 de la loi du 16 mai 1938 portant réglementation de la durée du travail dans l'industrie diamantaire.

Cet article 8 est relatif aux infractions à toutes les dispositions réglementaires prises en vue du contrôle de l'exécution de la loi du 16 mai 1938.

Or, la loi du 28 mai 1953 autorise le Roi à remplacer cet article 8 par les articles 2 à 9 de la loi, mais uniquement dans la mesure où cette disposition sanctionne la non-observation des prescriptions relatives à la tenue et au contrôle des registres et documents.

L'article 8 ayant une portée plus générale, il ne peut être modifié que dans cette même mesure.

Compte tenu des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose de rédiger le dispositif du projet ainsi qu'il suit :

Article 1er.-

La loi du 16 août 1887, portant réglementation du paiement de la rémunération des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail, est modifiée comme suit :

1° l'article 5, alinéa 2, modifié par l'arrêté-loi du 20 septembre 1945, est remplacé par les dispositions suivantes : ... (texte de l'article 1er du projet) ...;

2° à l'article 10, alinéa 1er, modifié par les lois des 22 mars 1940 et 22 juin 1953, les mots : "1 à 4 et 5 à 7 ter" sont remplacés par les mots : "1 à 4, 5, alinéas 1er et 2, et 6 à 7 ter (article 14 du projet) ;

3° le même article 10 est complété par la disposition suivante : ... (texte de l'article 6 du projet) ...

Article 2.-

La loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales est modifiée comme suit :

1° l'article 8 est remplacé par la disposition suivante : ... (texte de l'article 2 du projet) ...;

2° à l'article 14, alinéa 2, modifié par la loi du 24 juillet 1927, les mots : "ou des arrêtés pris en exécution de l'article 8, alinéa 2" sont supprimés (article 15 du projet);

.../...

3° un article 20 bis, rédigé comme suit, est inséré dans la dite loi : ... (texte de l'article 7 du projet) ...

Article 3.-

L'article 60 de la loi du 18 juin 1930 portant revision de la loi du 10 mars 1925 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, modifiée par la loi du 2 août 1948, est complété par la disposition suivante : ... (texte de l'article 8 du projet) ...

Article 4.-

... (texte de l'article 10 du projet, en remplaçant toutefois le mot "libellé" par le mot "rédigé") ...

Article 5.-

La loi du 22 décembre 1936, instituant le régime des quatre équipes dans les verreries à vitres automatiques, est modifiée comme suit :

1° l'article 7 est remplacé par la disposition suivante : ... (texte de l'article 4 du projet) ...;

2° à l'article 9, alinéa 3, les mots : "du registre dont la tenue est prescrite par l'article 7 ainsi que" sont supprimés (article 17 du projet);

3° à l'article 12, alinéa 1er, les mots : "prescriptions des articles 6 et 7 ou des arrêtés prévus à l'article 7" sont remplacés par les mots : "prescriptions de l'article 6" (article 17 du projet);

.../...

4° un article 15 bis, rédigé comme suit, est inséré dans la dite loi : ... (texte de l'article 9 du projet) ...

Article 6.-

L'article 8 de la loi du 16 mai 1938, portant réglementation de la durée du travail dans l'industrie diamantaire, est complété par la disposition suivante :

"Les infractions aux dispositions relatives à la tenue et au contrôle des registres et documents prises pour l'exécution de la loi du 26 janvier 1951 sont recherchées, constatées et punies conformément aux articles 2 à 9 de cette loi.".

Article 7.-

Les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939, sont modifiées comme suit :

1° l'article 8, c, est remplacé par la disposition suivante : ... (texte de l'article 3 du projet) ...;

2° l'article 8, d, est abrogé (ibidem);

3° les avant-dernier et dernier alinéas du même article 8 sont abrogés (article 16 du projet);

4° l'article 72 est complété par la disposition suivante : ... (texte de l'article 12 du projet) ...

Article 8.-

... (texte de l'article 5 du projet) ...

.../...

Article 9.-

... (texte de l'article 13 du projet; il n'y a toutefois pas lieu de viser la loi du 30 décembre 1950) ...

Article 10.-

... (texte de l'article 18 du projet) ...

Pour des raisons de concordance générale, l'ordre des articles 19 et 20 devrait être interverti; ces articles feraient l'objet des articles 11 et 12.

In de titel hoeft de wet van 28 Mei 1953 niet vermeld te worden.

In het beschikkend gedeelte van het ontwerp ware het beter de verwijzing naar dezelfde wet van 28 Mei 1953 weg te laten, ten einde het bepaalde in de vroegere wetten, waarop de vereenvoudigingsmaatregelen betrekking hebben, eenvormig te vervangen.

De Raad van State stelt vast, dat de wijzigingen van dezelfde wetten over verscheidene artikelen van het ontwerp verspreid liggen en dat het verband in de opeenvolging van die artikelen niet duidelijk lijkt; feitelijk staan de artikelen van het ontwerp in dezelfde volgorde als de artikelen der wet van 28 Mei 1953. In het koninklijk besluit van 16 Februari 1952 is die methode met het oog op vereenvoudiging gevolgd: zij maakte het mogelijk, door middel van één artikel, in de tekst der verschillende gewijzigde wetten een zelfde bepaling op te nemen.

Hier echter is die werkwijze onmogelijk en ook niet te verantwoorden. Het verdient de voorkeur, aan iedere van de te wijzigen wetten slechts één artikel te wijden en voor die artikelen de chronologische volgorde van die wetten in acht te nemen. Dienovereenkomstig zou :

- artikel 1, dat betrekking zou hebben op de wet van 16 Augustus 1887, de artikelen 1, 6 en 14 van het ontwerp groeperen ;
- artikel 2, betreffende de wet van 17 Juli 1905, de artikelen 2, 7 en 15 groeperen ;

.../...

- artikel 3, betreffende de wet van 18 Juni 1930, artikel 8 bevatten ;
- artikel 4, betreffende het koninklijk besluit nr 285 van 31 Maart 1936, artikel 10 bevatten ;
- artikel 5, betreffende de wet van 22 December 1936, de artikelen 4, 9 en 17 groeperen ;
- artikel 6, betreffende de wet van 16 Mei 1938, artikel 11 bevatten ;
- artikel 7, betreffende het samenordeningsbesluit van 19 December 1939, de artikelen 3, 12 en 16 groeperen ;
- artikel 8, betreffende de besluitwet van 10 Januari 1945, artikel 5 bevatten ;
- artikel 9, betreffende de besluitwet van 25 Februari 1947, artikel 13 bevatten ;
- artikel 10, betreffende het samenordeningsbesluit van 9 Maart 1951, artikel 18 bevatten.

\+

\+ \+

Artikel 11 van het ontwerp vervangt artikel 8 der wet van 16 Mei 1938 tot regeling van de arbeidsduur in de diamantnijverheid.

Dat artikel 8 heeft betrekking op de overtredingen van alle reglementsbepalingen, die met het oog op het contrôleren van de naleving der wet van 16 Mei 1938 zijn uitgevaardigd.

De wet van 28 Mei 1953 echter machtigt de Koning tot het vervangen van dat artikel 8 door de artikelen 2 tot 9 der wet, doch alleen voor zover die bepaling het niet naleven der voorschriften betreffende het bijhouden van en de contrôle op de registers en

Daar artikel 8 een meer algemene strekking heeft, mag het enkel in diezelfde mate worden gewijzigd.

Met inachtneming van bovenstaande opmerkingen stelt de Raad van State voor, het beschikkend gedeelte van het ontwerp als volgt te lezen :

'Artikel 1.-

De wet van 16 Augustus 1887 tot regeling van de uitbetaling der bezoldiging van de door een arbeidsovereenkomst verbonden werknemers wordt als volgt gewijzigd :

1° artikel 5, tweede lid, gewijzigd bijde besluitwet van 20 September 1945, wordt door de volgende bepalingen vervangen : ... (tekst van artikel 1 van het ontwerp)...;

2° in artikel 10, eerste lid, gewijzigd bij de wetten van 22 Maart 1940 en 22 Juni 1953, worden de woorden "1 tot 4 en 5 tot 7 ter" vervangen door: "1 tot 4, 5, eerste en tweede lid, en 6 tot 7 ter" (artikel 14 van het ontwerp) ;

3° hetzelfde artikel 10 wordt met de volgende bepaling aangevuld : ... (tekst van artikel 6 van het ontwerp)...

Artikel 2.-

De wet van 17 Juli 1905 betreffende de Zondagsrust in de nijverheids- en handelsondernemingen wordt als volgt gewijzigd :

.../...

1° artikel 8 wordt door de volgende bepaling vervangen : ... (tekst van artikel 2 van het ontwerp)...;

2° in artikel 14, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 24 Juli 1927, worden geschrapt de woorden: "of van de besluiten genomen in uitvoering van artikel 8, lid 2" (artikel 15 van het ontwerp) ;

3° in genoemde wet wordt een artikel 20 bis ingevoegd, luidend als volgt : ... (tekst van artikel 7 van het ontwerp)...

Artikel 3.-

Artikel 60 van de wet van 18 Juni 1930 tot herziening van de wet van 10 Maart 1925 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden, gewijzigd bij de wet van 2 Augustus 1948, wordt met de volgende bepaling aangevuld : ... (tekst van artikel 8 van het ontwerp) ...

Artikel 4.-

... (tekst van artikel 10 van het ontwerp, mits het woord "libellé" in de Franse versie door "rédigé" te vervangen)...

Artikel 5.-

De wet van 22 December 1936 tot instelling van het regime der vier ploegen in de automatische vensterglasblazerijen, wordt als volgt gewijzigd :

.../...

1° artikel 7 wordt door de volgende bepaling vervangen : ... (tekst van artikel 4 van het ontwerp)...,

2° in artikel 9, derde lid, worden geschrapt de woorden:"het register waarvan het bijhouden bij artikel 7 is voorgeschreven, alsmede" (artikel 17 van het ontwerp) ;

3° in artikel 12, eerste lid, worden de woorden : "voorschriften van de artikelen 6 en 7 of van de bij artikel 7 voorziene besluiten" vervangen door de woorden : "voorschriften van artikel 6" (artikel 17 van het ontwerp) ;

4° in genoemde wet wordt een artikel 15 bis ingevoegd, luidend als volgt : ... (tekst van artikel 9 van het ontwerp)...

Artikel 6.-

Artikel 8 der wet van 16 Mei 1938 tot regeling van de arbeidsduur in de diamantnijverheid wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Overtreding van de ter uitvoering van de wet van 26 Januari 1951 genomen bepalingen betreffende het bijhouden en controleren der registers en documenten, wordt opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de artikelen 2 tot 9 van deze wet.".

.../...

Artikel 7.-

De 19 December 1939 geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders worden als volgt gewijzigd :

1° artikel 8, c, wordt door de volgende bepaling vervangen : ... (tekst van artikel 3 van het ontwerp)...

2° artikel 8, d, wordt opgeheven (ibidem) ;

3° het voorlaatste en het laatste lid van hetzelfde artikel 8 worden opgeheven (artikel 16 van het ontwerp) ;

4° artikel 72 wordt met de volgende bepaling aangevuld : ... (tekst van artikel 12 van het ontwerp)...

Artikel 8.-

... (tekst van artikel 5 van het ontwerp)...

Artikel 9.-

... (tekst van artikel 13 van het ontwerp, zonder verwijzing echter naar de wet van 30 December 1950)...

.../...

Artiekl 10.-

... (tekst van artikel 18 van het ontwerp)...

Om redenen van algemene overeenstemming is het beter de artikelen 19 en 20 van plaats te doen verwisselen; die artikelen zouden dan de artikelen 11 en 12 vormen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. COYETTE, conseiller d'Etat, président,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
K. MEES,

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,
A. BERNARD,

J. CYPRES, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. MEES.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. CYPRES.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. MEES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. COYETTE.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De 1953.

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.